

Genève, le 1^{er} mars 1935.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

III.

Convention internationale concernant l'exportation
et l'importation de produits d'origine animale
(autres que les viandes, les préparations de viande,
les produits animaux frais, le lait et les dérivés du lait)

LEAGUE OF NATIONS

III.

International Convention concerning the Export
and Import of Animal Products (other than Meat,
Meat Preparations, Fresh Animal Products,
Milk and Milk Products)

CONVENTION INTERNATIONALE CONCERNANT
L'EXPORTATION ET L'IMPORTATION DE PRODUITS D'ORIGINE
ANIMALE (AUTRES QUE LES VIANDES, LES PRÉPARATIONS DE
VIANDE, LES PRODUITS ANIMAUX FRAIS, LE LAIT
ET LES DÉRIVÉS DU LAIT)

.....

Désireux d'accorder au trafic des produits animaux (autres que les viandes, les préparations de viande, les produits animaux frais, le lait et les dérivés du lait) la plus grande liberté compatible avec les exigences de la police vétérinaire et de l'hygiène publique ;

Ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

.....

Lesquels, après avoir produit leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à admettre au libre trafic les produits d'origine animale (autres que les viandes, les préparations de viande, les produits animaux frais, le lait et les dérivés du lait) en provenance des pays ayant ratifié la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux et ci-après désignés :

- a) Les cuirs, peaux sèches ou salées et les cuirs à colle secs, salés ou chaulés ;
- b) Les cornes, sabots, onglons, griffes, défenses, dents, secs ou ayant été soumis à l'ébullition, le tout sans débris de parties molles adhérentes ;
- c) Les os secs ou cuits également sans débris des parties molles adhérentes et les poudres d'os stérilisées par la vapeur sous pression ;
- d) Les laines brutes sèches, les débris de laines, les laines provenant des tanneries, les poils secs des divers animaux (soies, crins) à l'état brut, les plumes sèches de toute espèce, tous ces produits devant être emballés dans des sacs ou enveloppes ;
- e) Les boyaux secs ou salés, les estomacs et les vessies secs, présentés en barils, en caisses ou emballés ;
- f) Les mêmes produits que ceux énumérés aux cinq paragraphes qui précèdent, s'ils ont subi tout autre traitement reconnu comme suffisant au point de vue de la prophylaxie vétérinaire par les Hautes Parties contractantes intéressées.

Toutefois, en ce qui concerne la peste bovine, la peste porcine, la fièvre aphteuse, la clavelée et le charbon bactérien, les Hautes Parties contractantes pourront subordonner leur trafic à la mise en œuvre des dispositions ci-après indiquées.

Annexe à l'article premier.

Les qualificatifs « sec » et « salé » qui figurent au présent article, sous le paragraphe a), s'appliquent exclusivement aux matières complètement desséchées ou totalement imprégnées de sel.



INTERNATIONAL CONVENTION CONCERNING THE EXPORT
AND IMPORT OF ANIMAL PRODUCTS
(OTHER THAN MEAT, MEAT PREPARATIONS, FRESH ANIMAL
PRODUCTS, MILK AND MILK PRODUCTS)

.....

Being desirous of affording the traffic in animal products (other than meat, meat preparations, fresh animal products, milk and milk products) the fullest measure of freedom compatible with the requirements of veterinary inspection and public health ;

Have appointed as their Plenipotentiaries :

.....

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The High Contracting Parties undertake to admit to free traffic such animal products (other than meat, meat preparations, fresh animal products, milk and milk products) as come from countries which have ratified the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals and as are hereinafter specified :

- (a) Hides, dried or salted skins and dried, salted or limed hides for glue ;
- (b) Horns, hoofs, claws, tusks, teeth either dried or having been subjected to a process of scalding, and without particles of soft matter adhering thereto ;
- (c) Bones, dried or boiled, likewise without particles of soft matter adhering thereto, and bone-meal sterilised by steam under pressure ;
- (d) Dried crude wool, woollen waste, wool from tanneries, dried hair of the various animals (bristles, horsehair) in a crude state, dried feathers of every kind, provided that all such products are packed in sacks or covers ;
- (e) Dried or salted guts, dried stomachs and bladders, packed in barrels or boxes, or made up in bales ;
- (f) All products enumerated in the five previous paragraphs, provided that they have undergone any other treatment recognised as adequate, from the point of view of veterinary prophylaxis, by the High Contracting Parties concerned.

Nevertheless, as regards cattle plague, swine fever, foot-and-mouth disease, sheep-pox and anthrax, the High Contracting Parties shall be entitled to make their traffic conditional upon the application of the provisions hereinafter indicated.

Annex to Article 1.

For the purposes of the present article, the terms " dried " and " salted " are exclusively applied to substances completely dried or completely saturated with salt.

4508254

Article 2.

Si la peste bovine apparaît sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, les autres Hautes Parties contractantes auront le droit de prohiber, aussi longtemps que durera le danger de la contagion, l'importation des parties d'animaux et des produits d'origine animale pouvant servir de véhicule à la contagion.

Article 3.

Lorsque le charbon bactérien prendra un caractère malin ou se manifestera en de nombreux foyers disséminés, lorsque la peste porcine, la fièvre aphteuse ou la clavelée prendront un caractère malin ou envahissant sur le territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, les autres Parties pourront exiger que les produits d'origine animale visés à l'article premier soient accompagnés, en vue de leur admission à l'importation, d'un certificat d'origine et de salubrité permettant l'identification des produits et conforme au modèle annexé à la présente Convention.

Ce certificat doit être signé ou contresigné par un vétérinaire d'Etat ou par un vétérinaire dûment autorisé à cet effet par l'Etat. Il ne peut être délivré que si l'origine et l'innocuité des produits peuvent être attestées par un contrôle vétérinaire.

Lorsque sévissent au pays d'origine le charbon bactérien ou la clavelée, les Hautes Parties contractantes peuvent exiger que l'importation sur leur territoire des produits d'origine animale visés à l'article premier et susceptibles de servir de véhicule à la contagion se fasse directement à destination d'établissements spécialement autorisés à cet effet. Elles pourront établir des prescriptions spéciales pour le transport des produits vers ces établissements et pour l'utilisation industrielle de ces marchandises.

Il est expressément indiqué que les mesures ci-dessus envisagées ne sauraient être opposées aux pays dans lesquels le charbon sévit sous une forme sporadique.

Article 4.

Indépendamment du certificat d'origine et de salubrité visé à l'article précédent et en cas de recrudescence du charbon bactérien dans le pays d'origine, lors de l'importation de cuirs, peaux, laines, crins, poils, soies, os et poudres d'os, des attestations peuvent être exigées qui indiqueront que ces produits animaux ont été soumis, sous la responsabilité de l'Etat exportateur et par des méthodes reconnues efficaces par les Hautes Parties contractantes intéressées, soit à la désinfection, soit à la recherche de la virulence. En ce qui concerne les os et les poudres d'os, si un traitement garantissant suffisamment la destruction des germes du charbon ne paraît pas réalisable, des conventions particulières seront nécessaires.

Les attestations délivrées doivent mentionner très exactement les modes de désinfection ou de recherches utilisés. Ces attestations indiquent aussi les mesures prises pour éviter, après la désinfection, une nouvelle contamination en cours de transport.

En ce qui concerne les peaux et les cuirs complètement salés provenant d'abattoirs publics placés sous un contrôle vétérinaire permanent, il suffira de produire les certificats d'origine et de salubrité prévus à l'article 3.

Article 5.

Si, par le trafic d'animaux ou de produits d'origine animale, une maladie infectieuse — autre que la rage, la dourine, la péripneumonie contagieuse des bovidés et la morve, et dont la mention dans le *bulletin sanitaire* est obligatoire en vertu de la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux en date de ce jour — a été importée du territoire de l'une des Hautes Parties contractantes sur le territoire de l'une des autres Parties, celles-ci auront le droit d'interdire, pour la durée du danger, l'importation des matières brutes d'origine animale pouvant servir de véhicule à cette contagion.

Elles auront le même droit si l'une des maladies visées à l'alinéa ci-dessus sévit d'une manière menaçante sur le territoire de l'une d'elles.

Le commerce des laines lavées industriellement échappe à cette prescription.

Article 6.

Les autorités sanitaires vétérinaires des ports, stations et entrepôts peuvent délivrer valablement, pour les marchandises couvertes par une attestation sanitaire globale, des attestations partielles, destinées à accompagner les réexpéditions fractionnées.

Il pourra être exigé qu'une copie conforme de l'attestation sanitaire globale soit jointe aux attestations partielles.

Article 7.

Si les certificats d'origine et de salubrité ou les attestations ci-dessus prévus ne répondaient pas aux exigences formulées dans les articles précédents et, de ce fait, ne fournissaient pas des garanties suffisantes, les pays importateurs seraient autorisés à refouler les envois à la station frontière ou à exiger, soit la désinfection lors de l'importation, soit un contrôle portant sur la recherche de la virulence.

Article 2.

Should cattle plague appear in the territory of one of the High Contracting Parties, the other High Contracting Parties shall have the right, as long as the danger of infection lasts, to prohibit the import of parts of animals and animal products which might convey infection.

Article 3.

If anthrax takes a malignant form or appears in numerous scattered centres, or if swine fever, foot-and-mouth disease or sheep-pox take a malignant or epidemic form in the territory of one of the High Contracting Parties, the other Parties may require that the animal products mentioned in Article 1 shall be accompanied, in order to be admitted on import, by a certificate of origin and freedom from contamination enabling the products to be identified in conformity with the specimen attached to the present Convention.

This certificate must be signed or countersigned by a Government veterinary official or by a veterinary surgeon duly authorised by the State to do so. It may only be issued if the origin and soundness of the products can be certified by veterinary inspection.

When anthrax or sheep-pox are prevalent in the country of origin, the High Contracting Parties may require that the animal products mentioned in Article 1, which may carry infection, be imported direct to establishments specially authorised for this purpose. The High Contracting Parties shall be entitled to lay down special provisions for the transport of the products to those establishments and their industrial use.

It shall be clearly understood that the measures described above must not be adopted in regard to countries in which anthrax is prevalent in a sporadic form.

Article 4.

In addition to the certificate of origin and freedom from contamination mentioned in the previous article, attestations may, in the case of a recrudescence of anthrax in the country of origin, be required on the importation of hides, skins, wool, hair bristles, bones and bone-meal. Such attestations shall indicate that these animal products have been subjected, under the responsibility of the exporting State and by methods recognised by the High Contracting Parties concerned to be of proved effectiveness, either to disinfection or to examination with a view to ascertaining the presence of disease. Special agreements regarding bones and bone-meal shall be necessary if treatment affording adequate guarantees that all anthrax germs have been destroyed appears to be impracticable.

The attestations issued must state very accurately the methods of disinfection or examination employed. They should also indicate the measures taken to prevent, after disinfection, re-infection during transport.

As regards completely salted skins and hides coming from public slaughter-houses under permanent veterinary supervision, it will be sufficient to produce the certificates of origin and freedom from contamination mentioned in Article 3.

Article 5.

When, as a result of the traffic in animals or animal products, an infectious disease (other than rabies, dourine, contagious peri-pneumonia of cattle and glanders), notification of which in the *health bulletin* is obligatory under the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals of to-day's date, has been introduced from the territory of one of the High Contracting Parties into the territory of one of the other Parties, the latter shall have the right, so long as the danger lasts, to prohibit the import of raw material of animal origin which might convey infection.

The High Contracting Parties shall have the same right in the event of one of the diseases mentioned in the preceding paragraph being prevalent in the territory of one of them.

Trade in industrially scoured wool shall be exempt from this provision.

Article 6.

In the case of goods covered by a collective sanitary attestation, the veterinary sanitary authorities of the ports, stations and warehouses may issue valid partial attestations to the same effect to accompany re-shipments forming parts of a consignment.

It shall be open to the High Contracting Parties to require a certified copy of the collective sanitary attestation to be attached to the partial attestations.

Article 7.

Should the certificates of origin and freedom from contamination or the attestations provided for above not satisfy the requirements laid down in the preceding articles and thus not afford adequate guarantees, importing countries are authorised to refuse consignments at the frontier station, or to require either disinfection on import or examination with a view to ascertaining the presence of disease.

Article 8.

Si l'une des Hautes Parties contractantes constate que des irrégularités se sont produites, à l'importation, dans la délivrance des certificats ou attestations requis, elle pourra interdire l'importation des produits énumérés à l'article premier, mais elle en informera en même temps la ou les Hautes Parties contractantes intéressées — pays d'origine, de provenance ou de transit, — afin qu'elles puissent prendre les mesures et sanctions propres à réprimer ces abus et à en éviter le retour. Si la Haute Partie contractante demanderesse estime que les mesures prises par le ou les pays intéressés n'offrent pas les garanties qu'elle juge nécessaires, elle pourra continuer à interdire l'importation des produits énumérés à l'article premier, originaires ou en provenance des pays en question. Elle devra, toutefois, être prête à prendre en considération les propositions de l'autre ou des autres Hautes Parties contractantes tendant à rendre possible la reprise de ce commerce et à entrer en pourparlers avec elle à ce sujet.

Article 9.

Rien, dans la présente Convention, ne saurait porter atteinte aux dispositions de toute autre convention, traité ou accord conclu ou à conclure entre certaines des Hautes Parties contractantes, aux termes duquel un traitement plus favorable que le traitement établi par la présente Convention pour l'exportation et l'importation des produits d'origine animale énumérés à l'article premier est ou serait accordé à l'exportation ou à l'importation desdits produits d'une Haute Partie contractante.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 10 (Règlement des différends).

1. S'il s'élève entre les Hautes Parties contractantes un différend quelconque relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention et si ce différend n'a pu être résolu de façon satisfaisante par voie diplomatique, il sera réglé conformément aux dispositions en vigueur entre les parties concernant le règlement des différends internationaux.

2. Au cas où de telles dispositions n'existeraient pas entre les parties au différend, elles le soumettront à une procédure arbitrale ou judiciaire. A défaut d'un accord sur le choix d'un autre tribunal, elles soumettront le différend, à la requête de l'une d'elles, à la Cour permanente de Justice internationale, si elles sont toutes parties au Protocole du 16 décembre 1920, relatif au Statut de ladite Cour, et, si elles n'y sont pas toutes parties, à un tribunal d'arbitrage constitué conformément à la Convention de La Haye du 18 octobre 1907 pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Article 11 (Langues, date).

La présente Convention, dont les textes français et anglais feront également foi, portera la date de ce jour.

Article 12 (Signature, ratification).

1. La présente Convention pourra être signée jusqu'au 15 février 1936 au nom de tout Membre de la Société des Nations ou de tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué à cet effet copie de la présente Convention.

2. La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations.

3. La ratification ne pourra produire ses effets que si la Haute partie contractante est déjà liée par la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux du fait d'une ratification ou d'une adhésion définitive et à partir du moment où son obligation en vertu de ladite Convention sera entrée en vigueur.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera le dépôt des instruments de ratification à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés au paragraphe 1 du présent article en mentionnant si la condition indiquée au paragraphe 3 se trouve remplie.

Article 13 (Adhésion).

1. A partir du 16 février 1936, tout Membre de la Société des Nations et tout Etat non membre auquel le Conseil de la Société des Nations aura communiqué copie de la présente Convention pourra y adhérer.

2. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations.

3. L'adhésion ne produira ses effets que si la Haute Partie contractante est déjà liée par la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux du fait d'une ratification ou d'une adhésion définitive et à partir du moment où son obligation en vertu de ladite Convention sera entrée en vigueur.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera le dépôt des instruments d'adhésion à tous les Membres de la Société des Nations et aux Etats non membres visés au paragraphe 1 du présent article en mentionnant si la condition indiquée au paragraphe 3 se trouve remplie.

Article 8.

If one of the High Contracting Parties discovers that irregularities have occurred, on importation, in the issue of the necessary certificates or attestations, it may prohibit the importation of the products enumerated in Article 1, but it shall at the same time inform the High Contracting Party or Parties concerned — country of origin, of provenance or of transit — in order that they may adopt measures and impose penalties to punish such abuses and prevent their recurrence. If the complainant High Contracting Party considers that the measures adopted by the country or countries concerned do not afford the guarantees that it considers necessary, it may continue to prohibit the importation of the products enumerated in Article 1, originating in or coming from the countries in question. It must nevertheless be prepared to take into consideration the proposals of the other High Contracting Party or Parties intended to allow of the resumption of this trade and to enter into negotiations with them on this subject.

Article 9.

Nothing in the present Convention shall affect the provisions of any other Convention, Treaty or Agreement concluded or to be concluded between any of the High Contracting Parties, under which more favourable treatment than that laid down in the present Convention for the export or import of the animal products enumerated in Article 1 is or may in the future be granted for the export or import of the said products of a High Contracting Party.

FINAL PROVISIONS.

Article 10 (Settlement of Disputes).

1. If there should arise between the High Contracting Parties a dispute of any kind relating to the interpretation or application of the present Convention and if such dispute cannot be satisfactorily settled by diplomacy, it shall be settled in accordance with any applicable agreements in force between the Parties providing for the settlement of international disputes.

2. In case there is no such agreement in force between the Parties, the dispute shall be referred to arbitration or judicial settlement. In the absence of agreement on the choice of another tribunal, the dispute shall, at the request of any one of the Parties, be referred to the Permanent Court of International Justice if all the Parties to the dispute are Parties to the Protocol of December 16th, 1920, relating to the Statute of that Court and, if any of the Parties to the dispute is not a Party to the Protocol of December 16th, 1920, to an arbitral tribunal constituted in accordance with the Hague Convention of October 18th, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes.

Article 11 (Languages and Date).

The present Convention, of which the English and French texts are both authoritative, shall bear this day's date.

Article 12 (Signature and Ratification).

1. The present Convention may be signed until February 15th, 1936, on behalf of any member of the League of Nations or any non-member State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the present Convention for the purpose.

2. The present Convention shall be ratified. The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations.

3. The ratification shall not take effect, unless the High Contracting Party is already bound by the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals by a ratification or a definitive accession, and his obligation under the same has already entered into force.

4. The Secretary-General of the League of Nations shall notify the deposit of the instruments of ratification to all Members of the League of Nations and to the non-member States referred to in paragraph 1 of the present Article, at the same time stating whether the condition specified in paragraph 3 is fulfilled.

Article 13 (Accession).

1. On and after February 16th, 1936, any Member of the League of Nations and any non-member State to which the Council of the League of Nations shall have communicated a copy of the present Convention may adhere to it.

2. The instruments of accession shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations.

3. Accession shall not take effect unless the High Contracting Party is already bound by the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals by a ratification or a definitive accession and his obligation under the same has already entered into force.

4. The Secretary-General of the League of Nations shall notify the deposit of the instruments of accession to all Members of the League of Nations and to the non-member States referred to in paragraph 1 of the present article, at the same time stating whether the condition specified in paragraph 3 is fulfilled.

Article 14 (Entrée en vigueur).

1. Un procès-verbal sera dressé par le Secrétaire général de la Société des Nations dès que cinq ratifications ou adhésions remplissant la condition indiquée au paragraphe 3 de l'article 12 et au paragraphe 3 de l'article 13 auront été déposées.

2. Une copie certifiée conforme de ce procès-verbal sera remise à chacun des Membres de la Société des Nations et à tout Etat non membre visé à l'article 12 par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations.

Article 15.

1. La présente Convention sera enregistrée par les soins du Secrétaire général de la Société des Nations quatre-vingt-dix jours après la date du procès-verbal visé à l'article 14. Elle entrera alors en vigueur.

2. A l'égard de chacun des Membres ou Etats non membres au nom desquels un instrument de ratification ou d'adhésion sera ultérieurement déposé, la Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après la date du dépôt de cet instrument.

Article 16 (Durée, dénonciation).

1. La présente Convention aura une durée de deux ans à partir de sa mise en vigueur.

2. Elle restera en vigueur pour une nouvelle période de quatre ans et ainsi de suite vis-à-vis des Parties contractantes qui ne l'auront pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration du terme.

3. La dénonciation se fera par notification écrite adressée au Secrétaire général de la Société des Nations.

4. La présente Convention cessera d'être en vigueur à l'égard d'une Haute Partie contractante quand, par suite d'une dénonciation de la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, dénonciation ayant sorti ses effets, la Haute Partie contractante aura cessé d'être partie à cette Convention.

5. Le Secrétaire général de la Société des Nations informera tous les Membres de la Société des Nations et les Etats non membres visés au paragraphe 1 de l'article 12 de la notification de la dénonciation de la présente Convention ou de la notification de la dénonciation de la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux, dénonciation qui produira, au regard de la présente Convention, le même effet.

Article 17 (Application aux colonies, protectorats, etc.).

1. Sauf déclaration contraire d'une Haute Partie contractante lors de la signature, lors de la ratification ou lors de l'adhésion, les dispositions de la présente Convention ne s'appliquent pas aux colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous sa suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié.

2. Cependant, les Hautes Parties contractantes se réservent le droit de signer la Convention ou d'y adhérer suivant les conditions des articles 12 et 13 pour leurs colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous leur suzeraineté ou territoires pour lesquels un mandat leur a été confié.

3. Elles se réservent également le droit de la dénoncer séparément suivant les conditions de l'article 16.

4. La présente Convention ne pourra pas s'appliquer aux colonies, protectorats, territoires d'outre-mer, territoires placés sous la suzeraineté d'une Haute Partie contractante ou territoires pour lesquels un mandat lui a été confié si la Convention internationale pour la lutte contre les maladies contagieuses des animaux n'est pas en vigueur ou a cessé d'être en vigueur pour ladite Haute Partie contractante dans les pays susmentionnés.

Article 18 (Révision).

1. Des conférences de révision pourront être convoquées en vue d'apporter à la Convention les changements dont l'expérience aurait fait apparaître l'utilité.

2. Une conférence de révision sera convoquée par le Secrétaire général de la Société des Nations chaque fois que la demande lui en sera faite au moins par cinq des Hautes Parties contractantes.

Celles-ci indiqueront sommairement les changements qu'elles proposent et les motifs de ces changements.

3. A moins que l'unanimité des Hautes Parties contractantes y consente, aucune demande visant la convocation d'une conférence de révision qui se tiendrait moins de deux ans après la mise en vigueur de la convention ou quatre ans après la clôture d'une précédente conférence de révision ne sera recevable.

4. Le Secrétaire général de la Société des Nations préparera avec le concours de l'Office international des épizooties les travaux des conférences de révision.

Article 14 (Entry into Force).

1. The Secretary-General of the League of Nations will draw up a *procès-verbal* when five ratifications or accessions complying with the condition laid down in paragraph 3 of Article 12 and in paragraph 3 of Article 13 have been received.

2. A certified true copy of this *procès-verbal* shall be transmitted by the Secretary-General of the League of Nations to all the Members of the League of Nations and to all non-member States mentioned in Article 12.

Article 15.

1. The present Convention shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations ninety days after the date of the *procès-verbal* mentioned in Article 14. It will come into force on that date.

2. In respect of each Member or non-member State on whose behalf any instrument of ratification or accession is subsequently deposited, the Convention shall come into force ninety days after the date of the deposit of such instrument.

Article 16 (Duration and Denunciation).

1. The duration of the present Convention shall be for two years from its entry into force.

2. It shall remain in force for a further period of four years, and subsequently in respect of such Contracting Parties as have not denounced it at least six months before the expiry of the period.

3. The denunciation shall be effected by a written notification addressed to the Secretary-General of the League of Nations.

4. The present Convention shall cease to be in force as regards any High Contracting Party when, as a result of denunciation of the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals, the High Contracting Party has ceased, such denunciation having duly taken effect, to be a party to that Convention.

5. The Secretary-General of the League of Nations shall inform all Members of the League of Nations and non-member States referred to in paragraph 1 of Article 12 of all notices of denunciation of the present Convention or of the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals, denunciation of the latter being counted as denunciation of the present Convention.

Article 17 (Application to Colonies, Protectorates, etc.).

1. In the absence of a contrary declaration by one of the High Contracting Parties at the time of signature, ratification or accession, the provisions of the present Convention shall not apply to colonies, protectorates, overseas territories, territories under its suzerainty or territories in respect of which a mandate has been entrusted to it.

2. Nevertheless, the High Contracting Parties reserve the right to sign the Convention or to accede thereto, in accordance with the provisions of Articles 12 and 13, for their colonies, protectorates, overseas territories, territories under their suzerainty or territories in respect of which a mandate has been confided to them.

3. They further reserve the right to denounce the Convention separately, in accordance with the provisions of Article 16.

4. The present Convention shall not be applicable to colonies, protectorates, overseas territories, territories under the suzerainty of a High Contracting Party or territories in respect of which a mandate has been confided to it, if the International Convention for the Campaign against Contagious Diseases of Animals is not in force, or has ceased to be in force in so far as the said High Contracting Party is concerned in the above-mentioned countries.

Article 18 (Revision).

1. Conferences for the revision of the present Convention may be called with a view to making such changes therein as experience may have shown to be useful.

2. A conference for the revision of the present Convention shall be called by the Secretary-General of the League of Nations whenever so requested by not less than five of the High Contracting Parties.

The latter shall indicate succinctly the changes they propose and the reasons for such changes.

3. In default of the unanimous consent of the High Contracting Parties, no demand for the calling of a conference for the revision of the present Convention within less than two years from the entry into force of the Convention or four years from the end of a previous conference for its revision shall be admissible.

4. The Secretary-General of the League of Nations shall prepare the work of conferences for the revision of the present Convention with the co-operation of the International Office for Contagious Diseases of Animals.



EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires sus-
mentionnés ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève le vingt février mil neuf cent
trente-cinq, en un seul exemplaire, qui sera
conservé dans les archives du Secrétariat de
la Société des Nations et dont copie certifiée
conforme sera remise à tous les Membres de
la Société et aux États non membres visés à
l'article 12.

IN FAITH WHEREOF the above-mentioned
Plenipotentiaries have signed the present
Convention.

DONE at Geneva the twentieth day of
February, one thousand nine hundred and
thirty-five, in a single copy, which shall be
kept in the archives of the Secretariat of the
League of Nations and of which a certified true
copy shall be delivered to all the Members of
the League and to the non-member States
referred to in Article 12.

BULGARIE

N. ANTONOFF

BULGARIA

FRANCE

V. DROUIN

FRANCE

ITALIE

C. BISANTI

ITALY

LETTONIE

J. FELDMANS.

LATVIA

PAYS-BAS

Pour le Royaume en Europe ¹

C. VAN RAPPARD

THE NETHERLANDS

¹ Translation:
For the Kingdom in Europe.

POLOGNE

POLAND

Titus KOMARNICKI

ROUMANIE

ROUMANIA

C. ANTONIADE

SUISSE

SWITZERLAND

FLÜCKIGER

TCHÉCOSLOVAQUIE

CZECHOSLOVAKIA

Rodolphe KÜNZL-JIZERSKÝ.

Copie certifiée conforme.

Certified true copy.

Pour le Secrétaire général :

For the Secretary-General :

*Conseiller juridique du
Secrétariat.*

*Legal Adviser of the
Secretariat.*

Annexe.

MODÈLE DE CERTIFICAT D'ORIGINE ET DE SALUBRITÉ.

Le soussigné [nom et titre du vétérinaire fonctionnaire de l'Etat de provenance] certifie que les produits d'origine animale dont la désignation suit :

[poids]

[nature des marchandises]

portant les marques ci-après :

expédiés de [localité d'expédition]

par [nom et adresse de l'expéditeur]

et destinés à [nom et adresse du destinataire]

transportés par [mode de transport, nom du navire, s'il y a lieu]

proviennent d'une région dans laquelle le charbon bactérien, la peste porcine, la fièvre aphteuse ou la clavelée ne sévissent pas avec un caractère malin ou envahissant et répondent aux conditions de salubrité énoncées à l'article premier de la Convention internationale du

Fait à

le [la date en lettres]

[Signature du vétérinaire avec mention de sa qualité.]

[Timbre ou cachet officiel.]

Annex.

SPECIMEN CERTIFICATE OF ORIGIN AND FREEDOM FROM CONTAMINATION.

I, the undersigned [name and qualification of the Government veterinary officer of the State of provenance], certify that the animal products hereinunder described :

[weight]

[nature of goods]

marked as under :

consigned from [place of consignment]

by [name and address of consignor]

to [name and address of consignee]

in transport by [form of transport and, if transport is by water, name of vessel],

come from a district in which no anthrax, swine fever, foot-and-mouth disease or sheep-pox are prevalent in malignant or epidemic form, and comply with the conditions in respect of freedom from contamination laid down in Article 1 of the International Convention of . . .
.....

Done at

on [date in full].

[Signature of veterinary surgeon, stating qualifications.]

[Official stamp or seal.]



